

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO8

ROLAND JACQUIN DE MARGERIE

(6 mai 1899 - 13 juillet 1990)

Ambassadeur de France

Entretien n° 1 du 5 octobre 1983

Par

Maurice Vaïsse et Cécile Pozzo Di Borgo

CONVERSATION AVEC ALEXIS LEGER¹

R. de Margerie : À ce moment-là, avec toute la force de persuasion de son langage, à faire un plaidoyer pour le pacte franco-soviétique qui ne remplissait pas du tout son office parce que pour la première fois, j'ai senti tout l'artifice de son éloquence et je me suis demandé si je n'avais pas affaire à quelqu'un qui était avant tout un habile orateur beaucoup plus qu'un Secrétaire général des Affaires étrangères. En tout cas, j'ai parlé avec lui, j'ai parlé avec Étienne de Crouy-Chanel qui était à ce moment-là auprès de lui et avait une certaine influence. J'ai pu faire état d'un certain nombre de vérités que j'avais recueillies au cours de mon passage notamment sur les négociations avec la Turquie. Nombreux étaient ceux qui ne voulaient pas voir la vérité telle qu'elle se présentait.

M. Vaïsse : Ceci se passait dans la dernière semaine de la paix en août 1939 ?

R. de Margerie : Je suis donc rentré à Londres le 24 août et j'ai appris à ce moment-là, par mes amis anglais, un certain nombre de choses qui m'ont littéralement stupéfié et notamment une conversation entre Geoffrey Dawson, le rédacteur en chef du Times et une jeune femme qui se préparait à entrer au Times. Elle s'appelait Elizabeth Montagu, petite-fille du duc de Cloud, et elle lui a dit ses inquiétudes et ses informations qu'elle tenait de moi. Dawson lui a répondu tranquillement : "Voyez-vous Miss Montagu je ne peux vous dire qu'une seule chose : c'est que si j'étais aussi inquiet de la situation en Europe que je le suis de la maladie qui frappe en ce moment les perdreaux en Ecosse, je... mais Dieu merci je ne le suis pas." Ce genre de propos était fréquent à Londres à ce moment-là parce que quinze jours après la jeune femme était ambulancière et moi-même j'étais mobilisé.

Pendant les journées suivantes, les communications téléphoniques entre l'ambassade et le Quai d'Orsay ont été pratiquement ininterrompues, les journalistes encombraient mon antichambre. Bret a raconté dans ses souvenirs que le grand changement d'orientation de la presse anglaise à notre égard a été dû en grande partie à mon action personnelle et au fait que je me donnais la peine de recevoir toujours tous les journalistes. En effet, de ce fait, Sir Archibald Sinclair que j'ai vu dans la soirée du 24 août et qui était le chef du parti libéral a insisté sur la nécessité pour l'Angleterre de renforcer son action aérienne. Par conséquent, il pensait dès ce moment-là qu'il était nécessaire que Winston Churchill prît la direction du War Office² comme étant la chose la plus importante.

Mon interlocuteur, Sir Archibald Sinclair, m'a raconté une proposition bien caractéristique du Premier Ministre : "Celui-ci (m'a-t-il dit) ne se propose pas, jusqu'à nouvel ordre, d'user au cours du débat de demain aux Communes des documents échangés entre Londres et Berlin. Non qu'il éprouve aucune inquiétude sur l'effet produit sur le Parlement par la réponse britannique mais craint que le message transmis par Sir Nevile Henderson³ ne provoque aux Communes une indignation très vive et prématurée".

Le même soir encore, j'appris chez l'ambassadeur d'Espagne, qui dînait la veille chez son collègue belge, que le pacte germano-soviétique produisait l'impression la plus déplorable en Espagne et que par conséquent on pouvait s'attendre à voir l'Espagne

¹ Alexis Leger, dit Saint-John Perse, né le 31 mai 1887 à Pointe-à-Pitre et mort le 20 septembre 1975 à Hyères, est un poète, écrivain et diplomate français, lauréat du prix Nobel de littérature en 1960

² Le bureau de la Guerre (War Office) est un ministère disparu du gouvernement du Royaume-Uni, chargé de l'administration de l'armée de terre britannique du XVIII^e siècle à 1964, date à laquelle ses responsabilités sont transférées au ministère de la Défense britannique. Le terme War Office est souvent donné à l'immeuble qui l'abritait, le Old War Office Building dans le quartier de Whitehall à Londres.

³ Nevile Henderson, né le 10 juin 1882 à Nuthurst (Royaume-Uni) et mort le 30 décembre 1942 à Londres, est un diplomate britannique.

demeurer neutre en tout état de cause parce que ce pacte germano-soviétique lui restait en travers de la gorge.

Alors la journée du 29 août a commencé pour moi par une conversation téléphonique avec Henri Hoppenot, le Quai d'Orsay avait été mis au courant pendant la nuit par notre ambassadeur à Bruxelles de l'initiative prise au nom du roi des Belges et de la reine des Pays-Bas par les gouvernements belge et néerlandais. La direction Politique tenait à nous en informer aussitôt. D'autre part l'examen approfondi par M. Leger et par ses collaborateurs de la note britannique à Berlin avait à peu près dissipé les inquiétudes, que l'on pouvait concevoir au premier abord, l'offre de garantie internationale en cas des négociations germano-polonaises couronnées de succès.

En revanche, Daladier et Leger considéraient qu'il y avait le plus grand danger à accepter en ce moment la direction d'une conférence internationale telle que le gouvernement italien cherchait à la faire prévaloir au moyen de sa propagande. Tous deux, Leger et Hoppenot se sont irréductiblement opposés à une conférence. Ils étaient hostiles au principe et ils ne pensaient pas tout à fait de même que M. Georges Bonnet sur la question.

Je fus également appelé au téléphone par Rochat, le directeur des Affaires Politiques, qui à ce moment-là m'a donné le compte-rendu, le premier que nous ayons, de la conversation de Sir Nevile Henderson avec Hitler. L'ambassadeur d'Angleterre l'avait en effet envoyé aussitôt à M. Coulondre pour lui en rendre compte et pour le reste il avait été absolument intransigeant dans ses exigences vis-à-vis de la Pologne et notamment il pourrait être procédé à des échanges de populations mais le Chancelier se réservait de répondre par écrit au message britannique et il était de très mauvaise humeur.

Un des dirigeants de l'Agence Reuters, M. Ricazzonate, avait eu une conversation avec Lord Runciman⁴ qui ne craignait pas de dire que la première impression de Sir Nevile Henderson sortant de chez Hitler était très favorable et qu'à l'avis de l'ambassadeur le Chancelier acceptait sur tous les points la manière de voir britannique. Aussi l'Agence Reuters allait-elle publier une note optimiste sur la situation.

Heureusement l'ami de Ricazzonate qui était Paul Bret, notre intermédiaire avec lui, l'empêcha de le faire et de telle sorte que cette déclaration ne parût pas et ne rendît pas ses auteurs ridicules.

D'autre part mes amis suisses qui me renseignaient beaucoup sur la mobilisation allemande et sur l'état d'esprit de la foule allemande vis-à-vis de la guerre, me disaient que les informations dont disposait le gouvernement suisse ne pouvaient pas lui permettre d'affirmer que l'Allemagne entière fût prête à la guerre. En réalité, elle n'était pas prête à la guerre du tout et seule l'armée était prête.

À ce moment-là, je fis part à M. Corbin de mes décisions de reprendre du service dans l'armée parce que j'avais manqué de quelques jours l'armistice du 11 novembre et que de ce fait, j'estimais qu'il était de mon devoir de revêtir l'uniforme. Alors l'ambassadeur a pris congé de moi dans les termes les plus affectueux et m'a dit qu'il ferait de même s'il était dans la même situation mais que son état de santé ne le lui permettait pas.

Le 31 août à midi et demi, Georges Bonnet téléphona à M. Corbin pour le prier de signaler immédiatement à Lord Halifax⁵ l'urgence d'une réponse polonaise au

⁴ *Walter Runciman, 1er baron Runciman (6 juillet 1847 - 13 août 1937) est un magnat de la marine anglaise et écossaise.*

⁵ *Edward Frederick Lindley Wood (16 avril 1881 – 23 décembre 1959), baron Irwin puis, 3^e vicomte d'Halifax et 1^{er} comte d'Halifax, est un homme politique britannique, membre du Parti conservateur et vice-roi des Indes de 1926 à 1931. Il fut une personnalité politique majeure du Royaume-Uni dans les années 1930.*

gouvernement allemand. Le Comte Ciano⁶ avait dit à M. François-Poncet que les situations ne cessaient d'empirer en raison du retard de cette réponse qui ne pouvait qu'inciter Hitler à passer aux actes. Notre ministre des Affaires étrangères n'avait pu démêler des informations données à Varsovie si le gouvernement polonais avait l'intention de répondre directement à Berlin ou de faire passer sa réponse par Londres. Pendant ce temps, le gouvernement britannique procédait à des mobilisations intensives de tous les réservistes de l'armée et de la marine.

Les Italiens, à ce moment-là, ont proposé une conférence internationale et M. Georges Bonnet a montré immédiatement un enthousiasme débordant pour cette proposition mais les Anglais ne se montraient pas du tout disposés à l'accepter, et un premier contact entre M. Georges Bonnet et M. Daladier avait permis de constater chez le premier un état d'esprit assez différent qui allait des opérations sérieuses à un lâchage général des alliés.

M. Corbin se trouvant en permanence au Foreign Office, c'est moi qui ai reçu le 1er septembre à 6 heures du soir une communication téléphonique de Georges Bonnet en personne, le ministre des Affaires étrangères venait de parler avec Coulondre, ambassadeur à Berlin, et m'apprit que l'ambassadeur d'Angleterre n'avait pas encore ses instructions définitives. M. Georges Bonnet, qui attachait le plus vif intérêt à la question, voulait que les Anglais et nous, nous présentions en même temps la démarche des deux ambassadeurs et que, de toute façon, la liberté d'action du gouvernement français fut réservée. À mon tour, je le rappelais à 18h45, je venais d'avoir connaissance par la machine installée dans le corridor de l'ambassade, que du discours prononcé dix minutes auparavant par M. Neville Chamberlain devant une assemblée inquiète et houleuse, je donnais lecture à M. Georges Bonnet du passage suivant : "L'ambassadeur de Grande-Bretagne a informé le gouvernement du Reich qu'à moins que des assurances satisfaisantes ne soient données que toute action agressive, est suspendue et que les troupes allemandes sont rentrées de Pologne, le gouvernement britannique remplira sans hésiter ses obligations. Si la réponse est défavorable l'ambassadeur d'Angleterre demandera ses passeports. Ce texte a visiblement irrité M. Georges Bonnet qui, se référant à une communication antérieure de M. Corbin, estimait qu'il y avait une différence très sensible et que les Anglais s'étaient, jusque-là, bornés à dire qu'ils rappelleraient leur ambassadeur mais sans qu'il demandât ses passeports. Il venait à peine de recevoir et de raccrocher l'appareil que Sir Alexander Cadogan⁷ m'appelait en l'absence de M. Corbin toujours aux Communes. Il voulait me dire que le moment était venu pour Londres et pour Paris de se mettre d'accord sur une nouvelle communication à faire à Berlin si la réponse allemande à la démarche des deux ambassadeurs était défavorable. La question avait été discutée déjà et sur la base de vue du 25 août le Secrétaire d'État pensait qu'il conviendrait de faire savoir à l'Allemagne soit que la Grande-Bretagne et la France se trouvaient dans un état de guerre avec l'Allemagne si l'Allemagne n'évacuait pas le territoire polonais et n'arrêtait pas les hostilités.

Je m'aperçus au cours de la conversation avec Cadogan que celui-ci ne connaissait pas encore le discours prononcé par le Premier Ministre devant les Communes et que nous avions par la machine qui fonctionnait dans le corridor de l'ambassade et qui nous donnait tout au fur et à mesure. Il marqua son étonnement et n'avait pas envoyé d'autres instructions à Cadogan que d'en référer à son gouvernement. Je téléphonais au ministre des Affaires étrangères aussitôt qui se félicita de voir les propositions du Foreign Office rencontrer ainsi les siennes.

⁶ *Gian Galeazzo Ciano, comte de Cortellazzo et de Buccari (né à Livourne le 18 mars 1903 et mort à Vérone le 11 janvier 1944) est un homme politique italien, gendre de Benito Mussolini et personnalité majeure du régime fasciste.*

⁷ *Alexander George Montagu Cadogan (25 novembre 1884 - 9 juillet 1968) est un haut fonctionnaire britannique. Il entre dans les services diplomatiques et devient sous-secrétaire d'État permanent aux affaires étrangères de 1938 à 1946.*

Le fait que depuis que l'armée allemande avait envahi la Pologne le 1er septembre à 4h du matin, les dés étaient jetés et il y avait beaucoup de naïveté à croire qu'Hitler reculerait après avoir sauté le pas. Il ne s'agissait plus que de synchroniser la riposte franco-anglaise à l'agression allemande. Cela n'alla pas tout seul comme je pus le constater à la fin de la journée du 2 septembre.

Nous ne nous trouvions pas, en effet, en raison des exigences de notre mobilisation dans la même situation exactement que nos alliés. L'opinion britannique était soulevée par une véritable vague de fureur d'autant plus violente qu'elle avait mis plus longtemps à reconnaître la duplicité d'Hitler et sa volonté absolue de faire la guerre. Il en résultait une certaine différence de diapason entre Paris et Londres qui s'ajoutait aux raisons techniques parfaitement valables que nous pouvions avoir de gagner quelques heures.

Le 2 septembre à 10h du soir, le général Spears me téléphona pour me raconter la séance qui venait de se dérouler à la Chambre des Communes dans une telle atmosphère d'orage de la part des parlementaires de tous partis que M. Chamberlain s'était vu obligé de lâcher du lest.

C'est un député conservateur d'extrême droite, M. Amery, mon voisin d'Eaton Square, qui, au moment où M. Greenwood, chef de l'opposition travailliste, prenait la parole, s'était levé à son banc pour crier à l'orateur : "Speak for England !" (Parlez pour l'Angleterre).

Peu après, M. Alexander, ancien Premier Lord de l'Amirauté et député du Labour, rencontrant le général Spears à la sortie des Communes l'avait interpellé en ces termes : "Toujours orgueilleux d'être un Anglais, Spears ?", devant cette vague d'indignation la BBC n'avait pas osé radiodiffuser le discours de Neville Chamberlain prononcé à 9h30 mais avait maintenu sa première mouture.

Tandis que je prenais au Hyde Park Hotel, à côté de l'ambassade, un sommaire repas, François de Vadeville vint me signaler que le retard apporté par les gouvernements français et britannique à se déclarer en guerre avec l'Allemagne était interprété dans les milieux parlementaires comme une volonté d'atermoiement. Je m'efforçais de faire comprendre à mon interlocuteur que les deux gouvernements se trouvaient dans une position extrêmement délicate devant leur Parlement respectif, ne pouvant expliquer en public le motif du retard apporté à leur inévitable décision : possibilités restantes de négociations diplomatiques ; considérations techniques de mobilisation ; mesures à prendre d'ordre naval ; etc.

"Peut-être" ajoute-t-il "Reste-t-il entre Paris et Londres une légère différence de température psychologique mais la question sera résolue d'ici quelques heures".

Le général Spears à qui je tenais ces propos, me répondit qu'il n'en doutait pas mais que cela était insuffisant pour répondre à l'état d'esprit au Parlement et que si l'on voulait éviter que le Cabinet Chamberlain ne se divisât dès l'ouverture de la séance, il fallait qu'il fût en mesure que la Grande-Bretagne se trouve en état de guerre avec l'Allemagne. Le général vint d'ailleurs à l'ambassade le lendemain 3 septembre après une réunion de députés qui prenaient leur mot d'ordre auprès de M. Anthony Eden. M. Corbin était en train de recevoir l'un des chefs de l'opposition travailliste, M. Dalton, il m'incomba donc de répéter au général Spears, avec plus de détails et de précisions que je n'avais pu le faire la veille, les motifs de notre retard à envoyer à Berlin l'ultimatum prévu. M. Corbin vint ensuite lui dire que la position des deux pays serait rigoureusement alignée à 5h du soir. Spears se déclara pleinement rassuré, comprit les motifs de notre retard et se chargea d'expliquer que seul le souci d'assurer les meilleures conditions de notre mobilisation nous avait conduit à suspendre de quelques heures notre ultimatum.

L'ambassadeur me retint à déjeuner, l'amitié que cet homme si retenu me marqua me toucha profondément. Pendant que nous prenions notre repas en tête-à-tête, on vint nous prévenir que M. Georges Bonnet me demandait au téléphone de Paris. Le ministre se

borna à me dire qu'il souhaitait me voir le plus tôt possible, désirant me parler de diverses choses et je lui répondis que je lui rendais visite le lendemain.

Sa convocation me convenait à merveille, sauf M. Corbin, je n'avais mis personne dans la confiance de mon départ, ne voulant en donner la raison qu'après être parvenu à la maison. L'appel du ministre fournissait un excellent prétexte à ma soudaine disparition qui paraîtrait due à des motifs de service jusqu'au moment où je pourrais faire connaître ma destination militaire. J'entendais bien fixer celle-ci dès mon arrivée à Paris le 4 septembre. Voilà pour la période qui précède la déclaration de guerre.

M. Vaïsse : C'est tout à fait fascinant votre évocation de cette dernière semaine de paix, c'est tout à fait extraordinaire parce qu'elle est à la fois précise, intéressante... Il y a trois points qui me semblent devoir retenir notre attention. D'abord ce que vous avez dit d'Alexis Leger. Est-ce que vous pourriez expliciter un peu ce que vous avez dit à son propos parce que son rôle a fait l'objet de nombreuses controverses et vous apportez quelque chose d'important quant à ce que vous avez dit et quant à ce que vous avez dit concernant le pacte franco-soviétique si j'ai bien compris, c'est le premier point.

Le second point c'est cet espèce de dialogue franco-britannique où les Français et les Britanniques ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde et de ce point de vue-là, il y a deux points qui me semblent à l'intérieur de cette question retenir notre attention : c'est d'une part la tendance d'un certain nombre de Britanniques de considérer que la guerre n'est pas pour tout de suite, vous avez parlé de Geoffrey Dawson, rédacteur en chef du Times, et puis ensuite vous évoquez, c'est tout à fait autre chose, l'espèce d'excitation qui a pris les Britanniques juste avant le moment de la déclaration de guerre et qui fait que les Britanniques ont été un tout petit peu en avant de la main par rapport à ce qu'était l'opinion en France, c'est le deuxième point.

Et puis le troisième point, c'est pour ça qu'il me tarde que vous nous disiez ce qu'il en est de votre conversation avec M. Georges Bonnet, quelle était l'attitude de M. Georges Bonnet vis-à-vis de tous ces problèmes puisque cela a fait l'objet de tellement de controverses. C'est pour ça que je suis impatient que vous en parliez.

R. de Margerie : Sur le premier point, Alexis Leger, j'ai eu une impression assez bizarre en le voyant parce que je connaissais bien l'homme, je l'avais vu souvent auparavant et il m'a donné l'impression ce jour-là d'avoir renversé complètement ses batteries. Expliquer que c'était la faute des Russes et la faute à d'autres gens si nous nous trouvions en guerre et qu'il n'était plus aussi partisan de la résolution qu'il l'avait été pendant les semaines précédentes. J'aurais l'occasion de revenir là-dessus parce que j'ai été détaché au GQG ensuite. J'ai eu beaucoup à faire à lui à ce moment-là et il m'a donné la même impression fuyante. L'impression d'un homme qui veut absolument avoir une raison de ne jamais s'être trompé et ne pas avoir à se reprocher quoi que ce soit.

En ce qui est le second point, le dialogue franco-britannique, il se poursuivait avec intensité puisque nous avions une ligne de téléphone directe entre l'ambassade et Paris et on pouvait donc dans l'espace d'une demi-heure faire savoir aux Anglais ce que nous voulions. Ce qu'il y a eu comme divergences d'opinions, c'est que jusqu'à l'avant-dernier jour qui a précédé les hostilités, les Anglais ont cru qu'ils maintiendraient la paix et qu'ils arriveraient à la maintenir. La mission Runciman avait été particulièrement mauvaise à cet égard et on tenait à en obtenir un résultat positif.

Vous savez que Runciman avait remplacé dans les Conseils du Gouvernement Sir Robert Vansittart⁸ et qu'alors l'écho que le Premier Ministre, M. Neville Chamberlain,

⁸ *Robert Gilbert Vansittart, 1st Baron Vansittart, GCB, GCMG, MVO, PC (25 June 1881 – 14 February 1957), known as Sir Robert Vansittart between 1929 and 1941, was a senior British diplomat in the period before and during the Second World War.*

et que son entourage recevaient, étaient des échos qui étaient toujours favorables à la paix et toujours hostiles à une rupture quelconque. Là, Runciman a joué un rôle personnel assez important et c'est ce qui fait que je dis dans les souvenirs écrits que j'ai laissés que cette mission Runciman a été une des dernières fautes de la diplomatie anglaise avant la déclaration de guerre.

M. Vaïsse : Vous évoquez cette espèce de fureur qui prend, je crois que c'est le terme que vous employez là, les Britanniques, les Parlementaires ?

R. de Margerie : Il y a eu à la Chambre des Communes une révolte subite qui a entraîné tout le monde. On a entendu des Parlementaires s'interpeller et se dire les choses les plus pénibles à ce sujet parce qu'ils estimaient avoir été trompés jusque-là et c'est pour ça que j'ai noté ce propos : "Vous êtes toujours fier d'être Anglais" qu'a tenu un Anglais que je cite à Spears lui-même.

M. Vaïsse : Les Anglais étaient-ils prêts à faire la guerre ?

R. de Margerie : Non, absolument pas, ils n'étaient prêts ni physiquement, ni moralement. Ils n'étaient pas prêts physiquement en ce sens qu'ils ne disposaient pas des moyens nécessaires pour la faire. Sauf la flotte qui naturellement dominait la flotte allemande encore d'assez loin. À ce moment-là, ils ne disposaient pas des moyens de faire la guerre mais ça s'est transformé sous l'influence de Churchill, j'y viendrai plus tard, en l'espace de trois semaines.

En l'espace de trois semaines, on a vu l'Angleterre passer d'un pays pacifique à un pays en état de guerre. Des barricades dans les rues, des sacs de terre devant tous les ministères, des gens mobilisés partout, c'était tout à fait différent.

M. Vaïsse : Depuis 1933 vous étiez à Londres et de quelles questions étiez-vous chargé spécialement à l'ambassade ?

R. de Margerie : J'étais chargé des choses allemandes ce qui fait que je les connaissais assez bien. Mais j'avais les questions allemandes et puis les rapports avec les diplomates étrangers en plus mais la question allemande dominait de beaucoup mon travail.

M. Vaïsse : Vous aviez suivi le réarmement britannique qui avait pu se faire à partir de 1936, 1937 ?

R. de Margerie : Oui, si on peut parler d'un réarmement. Parce que vraiment c'était encore assez faible comme réarmement et ce n'est qu'à partir de 1939 qu'ils s'y sont mis carrément et alors comme les Anglais, quand ils se mettent à faire quelque chose, ils y mettent tout leur cœur et toute leur ardeur, et ils ont mis tout ce qu'il fallait.

M. Vaïsse : C'était votre conversation avec M. Georges Bonnet mais vous alliez y venir.

R. de Margerie : Nous allons y venir.

Le lundi 4 septembre à 8h30 du matin, François de Rose est venu me chercher à l'ambassade pour m'emmener au champ d'aviation, il ne savait d'ailleurs pas du tout ce que j'allais faire. Je ne l'avais dit qu'à Corbin, je ne l'avais dit à personne d'autre. Et pendant que nous étions au champ d'aviation en train d'attendre que l'avion français fut prêt, on a appelé par haut-parleur un avion anglais à faire une mission quelconque et nous avons vu cet avion s'élever comme une flèche, tout droit, ça nous a beaucoup frappé. À midi, après un assez long détour parce qu'on ne devait pas survoler la Manche et le département de la Manche, je suis arrivé à Paris et j'ai été voir Georges Bonnet, bien décidé à ne voir Georges Bonnet qu'après avoir obtenu mon affectation militaire.

Je vis (Roger) Genebrier, chef du Cabinet de Daladier, et celui-ci me signa pour la présidence du Conseil une lettre, et Daladier m'a fait appeler à ce moment-là.

J'ai trouvé un Daladier absolument paisible, devant une table vierge de tout papier, il n'y avait rien et il m'a parlé de toutes espèces de choses y compris de mon affectation et il a parlé notamment de celle du général Gamelin. « Notre Gamelin » avait dit Hore-Belisha⁹ alors Ministre de la Guerre en Angleterre leur permettrait de tout obtenir de Londres ce qu'il demanderait parce qu'il avait une grande autorité à Londres. La conversation durait depuis vingt minutes et à ce moment-là, on nous a interrompus et je retrouvais en tailleur militaire un ami et collègue Georges Delicastane qui avait pris la même destination que moi. M. Hermès, directeur de la célèbre Maison Hermès, m'épargna des fatigues inutiles. Restait alors à voir M. Georges Bonnet, ce que je fis le lendemain.

Son chef de Cabinet, mon collègue Bressy, que vous connaissez, me retint d'abord, sa curiosité, son inquiétude était en éveil. Il ignorait pourquoi son ministre m'appelait à Paris et je compris aussitôt qu'il se demandait si son poste n'allait pas m'être offert. En effet, les circonstances avaient changé, M. Georges Bonnet, malgré ses ennuis, était maintenant l'un des ministres responsables de l'entrée en guerre contre l'Allemagne et il pouvait avoir intérêt à prendre comme collaborateur immédiat un adversaire de la politique de Munich qui de plus était connu comme tel à Londres et aussi bien qu'à Paris. Me sachant engagé dans d'autres voies, je m'amusais à ses appréhensions assez comiques et m'attachais à ne pas le dissiper après quoi j'entrais chez le ministre.

Notre entretien (¹⁰), la conclusion à l'annonce fut assez singulier. M. Georges Bonnet commença par m'interroger sur l'état d'esprit à Londres. Je lui racontais brièvement les débats parlementaires et leur issue et je ne sais plus comment je suis amené à lui dire à ce moment-là, je me rappelle exactement ma formule : "Que la guerre commencerait pour les alliés par une suite ininterrompue de désastres". Je ne croyais pas si bien dire. Quoi qu'il en soit, le ministre protesta avec beaucoup d'énergie contre cette information qu'il jugea parfaitement injustifiée puis changeant de sujet, il m'a dit que m'appelant à Londres, son intention était de m'offrir le poste de conseiller à Madrid. "Dans le conflit qui vient de s'ouvrir" ajoutait-il "la position qu'adoptera l'Espagne présente pour nous la plus grande importance dans tous les domaines et particulièrement en Méditerranée. Il faut être sûr de nos communications avec l'Afrique du Nord et avec la côte Atlantique du Maroc, par nos bonnes relations avec l'Espagne nous y arriverons. Nous avons donc besoin d'être renseignés sur ce qui se passe dans ce pays où l'influence des Allemands et des Italiens est considérable et s'exercera contre nous. Votre mission diplomatique va se trouver devant une tâche fort ardue. Le Maréchal Pétain est fort âgé et ne peut guère travailler par lui-même, un collaborateur immédiat lui est indispensable qui puisse diriger la Chancellerie et assumer la plus grande partie du travail. J'ai pensé à vous pour cette charge intéressante."

Fortement étonné de cette proposition à laquelle j'étais loin de m'attendre et bienheureux d'être mis dans l'absolue impossibilité même de l'examiner, je répondis au ministre que je le remerciais de cette marque de confiance mais que je ne pouvais accepter, devant rejoindre mon régiment à Colmar quatre jours plus tard exactement. M. Georges Bonnet ne vit là qu'une objection de pure forme qu'il balaya d'un geste de la main. Il me dit : "Mais ça n'a aucune importance, nous réglerons le plus facilement du monde en faisant annuler votre ordre de mobilisation." "Mais" répliquais-je "il ne s'agit pas d'un ordre de mobilisation car je me trouvais à Londres en affectation spéciale et c'est volontairement que je reprends du service." "Nous réglerons votre situation militaire plus tard" me dit M. Georges Bonnet.

⁹ Leslie Hore-Belisha est un homme politique britannique, né à Devonport, quartier de Plymouth dans le Devon, le 7 septembre 1893, mort à Reims le 16 février 1957.

¹⁰ Mots inaudibles

La moutarde commençait à me monter au nez et mon peu de goût dans la personne de mon interlocuteur n'était pas fait pour me rendre patient. "M. le Ministre" repris-je "vous ne me comprenez pas parce que je me serais sans doute mal expliqué, je suis absolument décidé à reprendre l'uniforme et s'il le faut je donnerais ma démission pour y arriver. La feuille de route est dans ma poche et rien ne m'empêchera de me conformer aux instructions qu'elle contient".

Le ton de la discussion avait monté et nous étions tous les deux passablement irrités, M. Georges Bonnet insista encore une fois pour la forme, je répétais ce que je lui avais dit et lui demandais la permission de prendre congé. Nous nous séparâmes assez froidement. Bressy qui était le collaborateur immédiat, le directeur de Cabinet de M. Bonnet m'attendait dans l'antichambre, cela m'amusa fort de le rassurer pleinement en lui racontant l'entretien en lui certifiant que le dessein du ministre n'était point de me ramener à Paris auprès de lui. Je le revis plus tard, devenu directeur Politique, il entra dans mon bureau et me contempla avec mélancolie - "C'est ma place" me dit-il "que vous occupez maintenant".

Je me suis souvent demandé ce que voulait M. Georges Bonnet en me proposant d'aller à Madrid. Souhaitait-il m'éloigner de Londres sachant que j'étais hostile à sa politique ? Le calcul me paraissait peu probable la guerre une fois déclarée, au cours de laquelle nous avons de bonnes relations avec les Anglais qui étaient libres et pouvaient être utiles. Songeait-il à étayer le Maréchal Pétain de conseillers qui puissent en son nom faire marcher l'ambassade, c'est fort possible. Je ne connaîtrai jamais le secret d'intention qui se rattache ⁽¹¹⁾ vu la minceur de mon personnage. Bientôt écarté du gouvernement, M. Georges Bonnet eut la chance d'inspirer autant de méfiance aux Allemands qu'aux alliés aussi ne fut-il pas employé pendant la guerre par Vichy. Cela lui permit quelques années après la libération de retrouver dans le sud-ouest, où son influence et celle de sa femme, Odette Pelletan, était grande au sein du Parti radical socialiste, un siège de conseiller général puis de député. Les souvenirs qu'il publia sur son passage au Quai d'Orsay mériteraient d'être épluchés avec soin et comparés avec les documents diplomatiques dont on dispose maintenant. On y verrait ses capacités de tenir un langage le plus différent à ses interlocuteurs et comment il parvint à indisposer également adversaires et amis. M. Corbin, M. Massigli, moi-même, nous songeâmes parfois à entreprendre ce travail mais l'ennui nous persuada d'en laisser le soin aux historiens du XXe siècle.

Je passe sur ce qui concerne mes uniformes que j'ai été commandé, et rendre visite le 8 septembre au matin à Leger. À son habitude avec le brillant coutumier, il me fit un exposé général de la situation si bien présenté qu'il paraissait le dominer.

Au cours d'un déjeuner la veille avec M. Daladier et le général Gamelin, il avait pressé ces derniers d'engager quelque opération qui puisse soulager les Polonais : "à condition, bien entendu" dit-il au Généralissime "Que ça ne trouble pas l'économie de vos propres projets". Je reconnus au passage un des mots favoris du vocabulaire du Secrétaire général où les convenances des ministres tenaient aussi une large place. En toute circonstance, les hommes restent fidèles à leurs habitudes de langage : "Pouvait-on aider la Pologne par quelque action aérienne sans se compromettre ?" Le général Gamelin répondit : "Que les Anglais, peu habitués aux vols à grande distance, n'envisageaient que des raids de jour alors que pour notre part nous pensions à des bombardements de nuit. Encore fallait-il craindre que ceux-ci ne fissent des victimes civiles et entraînaient des représailles cruelles pour la population française". Il en résulte assez clairement de cet échange neutre que nous ne ferions rien.

À la fin de notre entretien, M. Leger me demanda si plus tard je serais disposé à servir autrement que dans un régiment d'infanterie. Je répondis par l'affirmative à condition que cela fut dans quelque emploi à cheval sur l'armée et la diplomatie et non pas dans un avenir rapproché.

¹¹ Mot inaudible

Je vis aussi Hoppenot, je passe sur différents...¹²

Le lendemain samedi 9 septembre, je pris le train vers l'Est à la recherche de mon régiment. Les transports se ressentaient encore de la mobilisation si bien qu'il fallut attendre cinq heures en gare de Vesoul l'omnibus pour *Mezout*¹³ où j'arrivais et je repartis pour Colmar. Ce n'était plus mon cousin François Trollette-Prévôt qui commandait le 152e Régiment d'Infanterie mais le colonel m'accueillit le plus courtoisement du monde sans dissimuler toutefois qu'il ne savait pas comment employer un officier subalterne quadragénaire qui n'avait pas servi depuis huit ans. Pour commencer, il m'emmena à dîner et me remit au dessert, selon la tradition du régiment, la fourragère rouge que portait celui-ci depuis que les combats de Hartmannswillerkopf lui avait valu la Légion d'Honneur.

Là, je passe et je saute sur les événements de guerre que j'ai vécus ou plutôt que j'ai survécus car on ne faisait pas la guerre à ce moment-là. J'ai été convoqué par le chef d'État-Major qui était à ce moment-là le général Lecan qui voulait me confier une mission au Grand Quartier Général¹⁴ et j'ai accepté cela. Gamelin était très populaire à l'étranger, son autorité personnelle était considérable, M. Hore-Belisha, alors ministre de la Guerre à Londres, l'avait qualifié de : "Notre Gamelin" comme s'il leur appartenait en propre pour le commandement. Reprise d'une page précédente de notes, et restait à faire la convocation de M. Georges Bonnet ce que je fis le lendemain 5 septembre.

Son chef de cabinet, mon collègue Bressy me retint d'abord. Son inquiétude était en éveil, il ignorait pourquoi son ministre m'appelait à Paris et je comptais bien s'il me demandait un poste, qu'un poste ne serait pas offert. En effet, les circonstances avaient changé, Mr Georges Bonnet, malgré qu'il en eût était maintenant l'un des ministres responsables de la guerre contre l'Allemagne et il pouvait avoir intérêt à prendre comme collaborateur immédiat un adversaire de la politique de Munich.

Le sachant dès lors, je ne m'attachais pas à dissiper ces illusions et je partis pour mon régiment.

M. Vaïsse : Il y a quelque chose que vous m'avez dit, M. l'ambassadeur, qui m'a semblé très intéressant, vous avez dit : "J'avais peu de goût pour cet homme" ?

R. de Margerie : Pour Bonnet ?! Parce que c'était un homme qui avait essentiellement un double visage et un double propos, et que suivant les gens auxquels il parlait, il tenait un langage complètement différent. Aussi j'avais peu de goût pour lui, pour cette raison.

M. Vaïsse : Un petit retour en arrière tout de même, vous avez évoqué, d'ailleurs vous-même, la période de Munich et vous avez dit que vous étiez connu comme antimunichois. Comment est-ce que cela s'est passé exactement à Londres puisqu'au fond les Anglais, eux, étaient dans leur grande majorité munichois ?

R. de Margerie : Les Anglais étaient en effet munichois à peu d'exceptions près. Les exceptions que nous avons retrouvées à nos côtés en 1940, quand d'ailleurs il s'est agi de faire vraiment la guerre aux Allemands, et non pas d'attendre dans des tranchées en écoutant une musique quelconque, et que les Allemands se mobilisassent.

Mais il est arrivé ceci : j'ai, à ce moment-là, opté pour la guerre que je n'étais pas obligé de faire et, de ce fait, toute mon optique était assez différente. Elle visait à me faire voir

¹² Phrase inachevée

¹³ Orthographe à vérifier

¹⁴ Le Grand Quartier général (ou GQG, ou G.Q.G.) est une structure de commandement des forces terrestres françaises, mise en place le 28 août 1939, peu avant le début de la Seconde Guerre mondiale. Cette structure a fonctionné jusqu'au 1er juillet 1940, peu après l'armistice du 22 juin 1940. Elle est une résurgence du Grand Quartier général mis en place pendant la Première Guerre mondiale.

les choses sous un aspect très différent de la réalité. En réalité, nous étions à peu près prêts, les Anglais pas du tout. Par conséquent, c'est de ce fait que l'on s'est trouvé...¹⁵

M. Vaïsse : Votre conversation avec Daladier est aussi très curieuse parce que vous dites que vous parlez de tout un peu mais est-ce que M. Daladier ne vous a pas interrogé sur les sentiments des Anglais ?

R. de Margerie : Si, M. Daladier m'a interrogé sur les sentiments des Anglais et je lui ai expliqué que les Anglais depuis 8 jours étaient complètement « enférocés » et que leur déclaration de guerre s'explique par ça.

J'ai donc passé quelques mois dans un régiment d'infanterie à ce moment-là, non je n'ai pas été affecté au Grand Quartier Général à ce moment-là, c'est beaucoup plus tard que j'y ai été affecté.

C. Pozzo Di Borgo : Vous étiez à Colmar ?

R. de Margerie : Laissez-moi réfléchir un instant. Un beau jour Crouy-Chanel qui était à ce moment-là délégué auprès du Grand Quartier Général a été désigné par le général Gamelin pour aller en Finlande et il m'a indiqué comme un successeur possible. J'étais beaucoup plus âgé que lui, d'ailleurs, mais ça ne fait rien, il m'a indiqué comme son successeur. Alors, à ce moment-là, j'ai vu les différentes personnes du GQG qui ont été suivant le cas : plaisantin, évasif, positif, tout à fait différents selon les gens auxquels j'avais affaire mais j'ai noté tout cela aussi dans ces souvenirs. Où en étais-je ?

M. Vaïsse : Vous aviez évoqué votre affectation dans le 152^e régiment d'infanterie à Colmar et vous avez dit que vous étiez resté quelques mois-là, dans cette espèce de drôle de guerre.

R. de Margerie : Je suis resté jusqu'au mois de février et alors au mois de février il y a eu un Conseil Suprême et on m'a fait venir pour le Conseil Suprême pour servir d'interprète parce que j'avais l'habitude. Ce Conseil Suprême de février a été extrêmement peu positif et aussitôt après...¹⁶

À ce moment-là, j'étais fatigué et -qu'est-ce qui s'est passé voyons ? Je ne me rappelle plus très bien mais j'ai noté tout ça. Je vous donnerai mes notes si vous voulez-.

M. Vaïsse : Vous avez été appelé à faire partie donc des conseils suprêmes interalliés pour, d'abord servir d'interprète et ensuite, dès que M. Paul Reynaud a été appelé à la Présidence du Conseil ?

R. de Margerie : J'ai commencé par être rappelé, un jour, à Paris d'urgence parce qu'il y avait un Conseil Suprême et qu'on avait besoin de moi comme interprète. On aurait pu aussi bien s'adresser à quelqu'un d'autre. J'ai fait l'interprète de ce Conseil Suprême et puis j'ai regagné mon régiment. Après avoir fait tout ça, au bout d'un certain temps Leger m'a fait demander si j'accepterais de venir comme officier de liaison avec la Guerre et j'ai accepté estimant que j'avais fait mon devoir, qu'il n'y avait pas beaucoup plus que ça à faire à ce moment-là et que je verrais certainement des choses plus intéressantes comme officier de Liaison au Grand Quartier Général. Alors, j'ai été appelé au Grand Quartier Général et j'ai commencé un travail quotidien qui consistait à avoir une automobile, à aller au Quai d'Orsay, à revenir du Quai d'Orsay au Grand Quartier Général et à servir d'interprète dans les cas de réunions du Conseil Suprême.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez pensé à ce moment-là que les militaires français et britanniques étaient à peu près d'accord sur les buts de guerre, la stratégie, etc. ?

¹⁵ Phrase inachevée

¹⁶ Enregistrement interrompu

R. de Margerie : Cela finissait toujours par un accord mais est-ce qu'on était vraiment d'accord ? Je ne sais pas. En tout cas, tout cela a capoté deux mois plus tard dans les circonstances que vous savez et il n'a plus été question pour nous d'avoir une opinion sur ces sujets-là.

M. Vaïsse : Dans quelles circonstances avez-vous été appelé par M. Paul Reynaud à faire partie de son cabinet ?

R. de Margerie : Je n'ai jamais été au Cabinet de Paul Reynaud. J'ai été Officier de Liaison entre le Grand Quartier Général et Paul Reynaud, Président du Conseil, quand il est devenu Président du Conseil au mois de mars.

M. Vaïsse : Et c'est par l'intermédiaire de M. Alexis Leger que vous êtes passé là ?

R. de Margerie : J'allais tous les jours voir Leger en automobile de Vincennes, et moyennant ça, je rapportais des renseignements que je retournais le soir au général Gamelin.

M. Vaïsse : Entre le 22 mars et le 16 juin 1940 vous avez été amené à rencontrer souvent, quotidiennement M. Paul Reynaud ?

R. de Margerie : Quotidiennement je vous ai dit.

M. Vaïsse : Quelles impressions vous a-t-il laissé au cours de ces mois particulièrement lourds ?

R. de Margerie : C'est très curieux, Daladier donnait l'impression d'un homme très énergique, l'impression, très énergique, très volontaire, très décidé à faire ce qu'il voulait et, en même temps, il était entouré de gens qui ne tenaient qu'à capituler. Cela faisait un mélange qui s'opposait constamment et il n'arrivait à rien finalement.

M. Vaïsse : Parmi les personnages qui côtoyaient M. Paul Reynaud, est-ce que vous pouvez nous parler des différentes personnalités : le colonel de Villelume, Mme de Portes, etc. ?

R. de Margerie : Ah Mme de Portes... Reynaud était mal vu des militaires parce qu'il prétendait leur imposer sa loi. Pendant le temps qu'il a été ministre l'impression qu'il a laissée aux militaires n'était pas bonne parce qu'ils le considéraient comme léger et trop rapide.

Et puis, il est devenu Président du Conseil et quand il a été Président du Conseil cela a changé. D'abord parce que les militaires ont changé, ils ont changé du tout au tout mais je ne crois pas que le général Weygand¹⁷ ait jamais eu l'ombre de goût pour M. Paul Reynaud. Je crois qu'il ne pouvait pas le sentir en réalité mais néanmoins il était correct vis-à-vis de lui. Tandis qu'avec l'équipe Gamelin on ne savait jamais s'il vous disait la vérité ou s'il vous mentait. Un jour l'équipe Gamelin nous disait : "Nous avons tant d'hommes de réserve, tant de mitrailleuses...", le lendemain ils nous disaient : "Ah, ce n'est pas le moment de faire la guerre aux Allemands parce qu'on n'est pas sur le même pied d'égalité qu'eux", etc. Il était plein de duplicité.

M. Vaïsse : Quel rôle a joué le colonel de Villelume au cours de cette période ?

R. de Margerie : Le colonel de Villelume, qui était un homme très intelligent et qui est toujours un homme très intelligent, a publié un volume-souvenir méritoire. En réalité, à ce moment-là, il n'aimait pas Reynaud bien que par l'intermédiaire d'Hélène de Portes, il eut des liens assez étroits avec lui. Ça n'était plus un militaire, il y avait des années et des années qu'il était au Quai d'Orsay, qu'on l'employait à des besognes soi-disant

¹⁷ *Maxime Weygand, né à Bruxelles le 21 janvier 1867 et mort à Paris le 28 janvier 1965, est un officier général français et membre de l'Académie française. Il joue un rôle important lors des deux guerres mondiales.*

militaires mais que sa principale préoccupation était de faire l'homme du monde, et d'avoir des relations avec les femmes du monde, c'était ça qui l'intéressait avant tout. C'est comme ça qu'il a été très lié avec Mme de Portes et que c'est Mme de Portes qui en a fait le chef du Cabinet Militaire de Reynaud. Après quoi, je suis devenu, moi-même, chef du Cabinet de Reynaud aux Affaires étrangères. Je n'ai jamais été un militaire à ce moment-là.

M. Vaïsse : Quelle attitude avait-il vis-à-vis de la guerre le Colonel de Villelume ?

R. de Margerie : Difficile à savoir, c'est un homme très intelligent, le colonel de Villelume, il est vivant ou il est mort ? Je ne sais plus.

M. Vaïsse : Il est mort.

R. de Margerie : Le colonel de Villelume était un homme très intelligent et il avait de l'armée allemande une opinion beaucoup plus solide que nous ne pouvions, nous les civils, avoir. D'un autre côté, il voulait faire la guerre, il était partisan de la guerre jusqu'à un certain point et quand l'heure de la défaite est venue, il a été très défaitiste.

M. Vaïsse : Vous avez participé à plusieurs des Conseils Suprêmes Interalliés, est-ce que vous pouvez peut-être nous raconter un peu comment ça se passait ?

R. de Margerie : Très volontiers! C'est-à-dire tout de suite après l'offensive allemande et nous avons été prévenus par un des conseillers anglais que tout le monde était là, que Winston Churchill attendait et qu'il n'avait pas cru comprendre très bien la situation parce qu'on la lui avait dépeinte sous le jour le plus noir.

Alors le Commandant en chef a expliqué que...¹⁸ La discussion s'engagea alors avec Winston Churchill. Il s'agit de la Conférence franco-anglaise du 16 mai 1940 à laquelle assistait Daladier, le général Gamelin, le général Sir John Dill¹⁹, le vice-amiral Joubert de la Ferté²⁰, le général Ismet²¹ et quelques autres.

Winston Churchill commença par déclarer qu'il ne se rendait pas compte de l'exacte situation et que, par conséquent pour renforcer un exposé quelque peu académique, le colonel qui avait été fait par le général Gamelin. C'était le 16 mai, les Anglais eux-mêmes étaient déjà partisans d'évacuer la Belgique et, avant de se retirer, il fit observer que Winston Churchill persistait à déclarer qu'à son avis il fallait attaquer en Belgique et non se retirer, le Commandant en chef fit observer que Lord Gort lui-même souhaitait le repli. Lord Gort était le Commandant en chef britannique.

Le général Sir John Dill nous indiqua à ce propos qu'il avait pu s'entretenir au téléphone, en langage convenu, pendant la journée avec le général Gort et que celui-ci pensait en effet que devant la progression des forces allemandes au sud de Bruxelles, il valait mieux reculer vers le canal Albert qui était situé derrière la capitale. Et le général Gamelin²² s'est déclaré d'accord et demanda que l'armée desserrât son dispositif pour occuper un front à peu près égal à celui que tenaient les forces françaises correspondantes. M. Paul Reynaud ajouta : "En effet, à l'heure actuelle six de nos divisions tiennent des lignes d'une longueur égale à celles qu'occupent neuf divisions

¹⁸ Reprise des explications de M. de Margerie.

¹⁹ Sir John Greer Dill (25 décembre 1881 - 4 novembre 1944) est un maréchal britannique qui a servi pendant les deux guerres mondiales.

²⁰ Philip Bennet Joubert de la Ferté, né le 21 mai 1887 à Darjeeling et mort le 21 janvier 1965 à Uxbridge, est un militaire britannique.

²¹ Mustafa İsmet İnönü (24 septembre 1884 – 25 décembre 1973) dit Milli Şef (le Chef national) entre 1938-1950, est un militaire et un homme politique turc. Il est considéré comme la figure politico-militaire la plus importante de l'histoire contemporaine de la Turquie après Mustafa Kemal Atatürk.

²² Maurice Gustave Gamelin (Paris, 20 septembre 1872 – Paris, 18 avril 1958), est un officier général français. Il commande l'Armée française pendant la drôle de guerre de 1939-1940

anglaises et M. Daladier remarqua que ça devait être d'autant plus facile pour l'instant que la pression allemande ne s'exerçait pas au nord.

Alors à ce moment-là (il faudrait que je relise tout ça pour ranimer mes souvenirs) quatre divisions avaient été expédiées vers la Meuse, on ne pouvait affaiblir davantage l'armée de Belgique. De plus la grève des Chemins de Fer belges entravaient et retardaient considérablement les mouvements de troupes aux yeux du Commandant en chef.

Il était essentiel d'arrêter la ruée allemande vers Paris d'autant plus difficile que nos meilleures unités, à savoir nos divisions blindées, étaient en grande partie hors de combat. Cela était beaucoup plus important que de se maintenir ou non à Louvain comme en parlait le Premier Ministre et c'est pour ça -Louvain en France- sollicitait avec autant d'insistance l'appui sans réserve de l'aviation britannique.

Là-dessus, ça se passait le 16 mai, Churchill a fait un exposé, il n'avait pas hésité à engager son aviation mais il croyait qu'une opération sur l'aviation allemande en Allemagne même paierait beaucoup plus et donnerait des dividendes beaucoup plus sérieux.

J'ai donné cette analyse détaillée de l'exposé du Premier Ministre parce qu'il faut y voir une discussion pour ne pas dire une querelle qui devait occuper une grande partie des quatre semaines suivantes et entraîner de notre part des appels si répétés en termes toujours identiques qu'ils devaient bientôt perdre leur effet. Les arguments développés ce jour-là par Winston Churchill nous furent inlassablement resservis avec des variantes dans la forme mais on peut dire que dès le 16 mai nous connûmes l'essentiel de la doctrine britannique en matière de guerre aérienne.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez eu l'occasion de faire la connaissance à ce moment-là du général de Gaulle ?

R. de Margerie : Oui, je l'ai connu d'abord avant la guerre. J'ai vu entrer un jour dans mon bureau un homme très grand, en uniforme, qui s'est présenté : "Général de Gaulle", moi, je me suis dressé sur mes pieds et j'ai joint les talons et j'ai dit : "Capitaine de Margerie", c'est comme ça que nos relations ont commencé et elles ont été bonnes depuis lors. Sauf à un moment où il a cru en toute bonne foi que j'avais été partisan de l'armistice, je n'en étais pas partisan, et que par conséquent il ne pouvait plus compter sur moi. Puis après, ça s'est rabiboché.

M. Vaïsse : Il faisait partie de l'entourage de Paul Reynaud ?

R. de Margerie : Il faisait partie de l'entourage de Paul Reynaud mais il commandait une division blindée aux Armées. Par conséquent, il avait un contact avec Paul Reynaud mais il n'était jamais là.

Quand Paul Reynaud a pris la Présidence du Conseil, il est venu voir Paul Reynaud et à cette occasion-là, je l'ai vu entrer dans mon bureau, un général très grand, très maigre avec le physique que vous connaissez, et je me suis levé en claquant les talons en me présentant. À partir de ce moment-là, nous avons été assez bien ensemble.

M. Vaïsse : Vous avez suivi bien entendu toutes les discussions relatives aux problèmes de l'armistice ?

R. de Margerie : Oui

M. Vaïsse : Comment se comportaient les partisans des deux camps et quels étaient leurs arguments au cours de cette période parce que vous avez dû suivre toutes ces discussions ?

R. de Margerie : J'ai suivi toutes ces discussions jusqu'à exclusivement la signature de l'armistice. Trois jours avant je suis parti à travers l'Espagne pour l'Angleterre. Alors, les arguments des uns et des autres paraissaient, il faut le dire, solides parce que le général de Gaulle, lui, voyait en sa qualité de secrétaire d'État à la Guerre l'incitation des armées, voulait continuer la guerre et la continuer en Afrique du Nord au besoin en cédant aux Allemands la totalité du territoire français. Cette issue n'a jamais été acceptée parce que Reynaud a donné sa démission, de Gaulle par conséquent aussi et le Cabinet qui a suivi, n'a pas suivi les mêmes raisonnements.

M. Vaïsse : Comment s'est passée cette lente dégradation du Cabinet Paul Reynaud ? Est-ce que vous l'avez vue ?

R. de Margerie : Lente dégradation, elle était là depuis le commencement. Il y avait un certain nombre de ministres partisans de l'armistice dont Georges Bonnet et les autres, et un certain nombre d'autres qui y était hostile comme Jean Thierry et d'autres. Mais ça s'est poursuivi d'une façon telle que l'émeute des gens en province nous était constamment dépeinte comme autre qu'elle n'était car elle n'existait pas. En réalité, les gens en province souhaitaient qu'on continuât. C'était très frappant. Alors on a démissionné et le cabinet suivant est venu.

M. Vaïsse : Vous avez suivi, bien entendu dès que le gouvernement a quitté Paris, vous êtes parti ?

R. de Margerie : Oui je suis parti.

M. Vaïsse : Et dans quel château vous trouviez-vous, dans quelle demeure ?

R. de Margerie : Au château de Chissay en Loire inférieure ou je ne sais quoi, et c'est là que Dejean et moi nous avons trouvé refuge. C'est là que nous travaillions dans des circonstances extraordinairement difficiles puisque le Grand Quartier Général était, lui, installé à 50 ou 60 km de là, au château de Montrichard, je crois, et les discussions les plus âpres ont eu lieu à Bordeaux.

M. Vaïsse : Vous avez assisté à ces discussions ?

R. de Margerie : Non, j'ai assisté à une d'entre-elles au téléphone avec le général de Gaulle qui téléphonait du front de Bretagne où il était à ce moment-là. Il s'apprêtait à rejoindre en automobile (ce qu'il a fait) le gouvernement. Le gouvernement délibérait en permanence en quelque sorte de ce qu'il y avait à faire et le Premier Ministre, M. Paul Reynaud, était partisan de continuer en Afrique du Nord ou ailleurs mais peu de ministres le suivaient, très peu, et c'est à Bordeaux que s'est décidé l'armistice.

M. Vaïsse : Vous disiez que vous-même vous étiez passé en Espagne ?

R. de Margerie : Je suis passé en Espagne à ce moment-là avec Dejean. Dejean qui était mon adjoint et avait une automobile (moi, je n'en avais pas), il avait sa femme avec lui et il est parti pour le Maroc et moi j'ai filé pour Londres où j'ai passé un mois à ce moment-là. Un mois au cours duquel j'ai pu me rendre compte de la résolution anglaise de continuer la guerre, un mois au cours duquel j'ai pris ces notes. Elles ont été prises sur le moment même.

M. Vaïsse : C'est dire leur très grand intérêt historique, je suis sûr que le service des Archives du Quai d'Orsay serait ravi d'en avoir une copie pour l'histoire en générale et pour l'histoire du Quai d'Orsay en particulier des diplomates, c'est un document de toute première main.

Mais au cours de ce mois de juin et de juillet vous avez sans doute rencontré le général de Gaulle à Londres ?

R. de Margerie : Je suis parti pour Londres qui était mon poste avant la guerre et j'avais laissé tout ce qui m'appartenait à Londres.

J'ai été nommé en Chine et je suis parti pour Londres pour voir et puis j'ai vu. Ce que j'ai vu ne m'a pas beaucoup plu, dans l'entourage du Général il y avait des gens qui ne me plaisaient pas et qui voulaient continuer la guerre pour des raisons variées, d'autres qui ne le voulaient pas, etc. Alors j'ai pris ma décision en fin de compte et je suis parti pour les États-Unis pour aller en Chine où j'avais été nommé. Aux États-Unis, j'ai eu un dernier temps de réflexion et, à ce moment-là, tout était bouleversé, l'armistice était signé, tout était fait et je suis parti pour Shanghai où j'étais nommé Consul général. À Shanghai, j'ai rédigé tout ça.

M. Vaïsse : Mais est-ce que vous avez eu l'occasion d'une discussion avec le général de Gaulle à Londres même ?

R. de Margerie : Oui, j'ai vu le Général après avoir passé trois semaines à Londres. J'ai été prendre congé de lui et il n'a pas fait un geste pour me retenir parce que lui-même ne savait pas très bien à ce moment-là comment ça allait.

Il m'a dit : "Alors vous partez pour la Chine ?" j'ai dit : "Oui, je pars pour la Chine" et à ce moment-là on a fait entrer le général Mittelhauser²³ qui commandait les forces en Angleterre. Il partait avec le général Mittelhauser pour aller inspecter ses forces et pour aller leur donner le choix entre l'Angleterre et la France. Un millier d'hommes ont opté pour le Général et tout le reste a suivi en France le général Mittelhauser. Cela a interrompu notre conversation et, là-dessus, nous avons pris congé. C'est la dernière fois que je l'ai vu jusqu'en 1951, je crois, j'ai repris contact avec lui quand il était au ministère de la Guerre, à ce moment-là et Président du Conseil.

M. Vaïsse : C'était extraordinaire de partir en pleine guerre pour les États-Unis et pour Shanghai ?

R. de Margerie : Vous savez, on partait pour la Chine, au poste auquel on était nommé et il fallait passer par les États-Unis, par-dessus le marché je n'étais pas encore absolument décidé à aller en Chine et je me disais que peut-être en Amérique je trouverais une occasion quelconque de rester là-bas. Et en effet, on m'a offert un poste dans une université canadienne et puis je me suis dit : "Non, je suis diplomate après tout, il faut partir".

M. Vaïsse : Mais vous avez pu en discuter avant votre départ avec des collègues diplomates aux États-Unis ?

R. de Margerie : Oui, avec Saint-Quentin l'ambassadeur et d'autres. Tous m'ont dit d'aller en Chine car ils ont tous, à l'exception d'un ou deux très jeunes, opté pour la solution Vichy à ce moment-là.

M. Vaïsse : Vous n'avez pas du tout connu l'Hôtel du Parc à Vichy où était le ministère des Affaires étrangères ?

R. de Margerie : Je n'ai jamais été à Vichy. J'ai quitté en somme Bordeaux deux jours avant l'armistice et j'ai appris la signature de l'armistice à Bordeaux. De là, j'ai poursuivi sur Londres où étaient toutes mes affaires, ma bibliothèque... et j'ai opté après mûre réflexion pour Vichy, pas au sens Vichy soins du monde mais...²⁴

²³ Eugène Désiré Antoine Mittelhauser, né le 7 août 1873 à Tourcoing, décédé le 29 décembre 1949 à Paris, était un général français, chef d'état-major de l'armée tchécoslovaque en 1920. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a été nommé commandant du T.O.M.O (Théâtre d'Opération de la Méditerranée Orientale).

²⁴ Phrase inachevée

M. Vaïsse : Vous avez eu contact avec le directeur des Affaires d'Asie, d'Extrême-Orient au ministère, je crois que c'était Jean Chauvel ?

R. de Margerie : Oui, c'était Chauvel. J'ai eu des contacts avec lui à Paris, à Vichy et à Bordeaux, et je suis parti en connaissance de cause en sachant, d'une part, que probablement je suivrais les Anglais dans leur émigration s'ils émigraient et d'autre part, que si je ne suivais pas, si j'optais pour servir Vichy, j'irais en Chine où j'avais déjà été comme enfant et où j'avais grandi. Cela a été une raison déterminante.

M. Vaïsse : M. l'ambassadeur, vous êtes né à Copenhague, je crois ?

R. de Margerie : Oui, je suis né à Copenhague et j'ai suivi la carrière de mon père, partout, sauf au Siam. Il ne nous a pas emmenés au Siam, le climat était trop mauvais.

Fin de l'entretien